

Des informaticiens dénoncent les dangers du vote électronique

Les appels se multiplient pour interdire, ou du moins suspendre, l'utilisation des machines à voter pour les prochaines élections. Nous y joignons le nôtre.

PLUS DE 1,5 MILLION de personnes dans 82 communes (dont 13 dans les Hauts-de-Seine) vont voter sur une machine lors des prochaines échéances électorales. Et qu'on en juge, on ne parle pas de scrutins de seconde zone puisqu'il s'agit d'élire le Président de la République, puis les députés. Plus fort, certaines mairies ont tout simplement supprimé le vote papier et l'électeur aura donc le choix entre faire confiance à une machine ou refuser de voter. Bien évidemment, les promoteurs de ces ordinateurs – qui paraît-il n'en sont pas vraiment (voir à ce sujet le florilège désopilant et inquiétant du site Ordinateurs-de-vote.org) – vous expliquent que tout cela est sous contrôle et que ceux qui s'inquiètent ne sont que de vieux passésistes hostiles au progrès et souhaitant le retour de la bougie et des transports hippomobiles.

N'en déplaise à tous ces fanas-techno, nous sommes plutôt dans le camp des amateurs de technologies et la vocation de notre magazine n'est pas d'expliquer que les ordinateurs sont inutiles. Toutefois, il nous a semblé qu'ils pouvaient être parfois sans intérêt et, pis, très dangereux, ce qui est précisément le cas – de notre point de vue – de ces machines à voter électroniques. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'écrire cet article et de le publier en ligne avant la sortie de l'édition papier du magazine, et surtout avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle. Signalons également que la plupart des candidats à l'élection présidentielle et des partis politiques, à l'exception de l'UMP, sont opposés à ce système, du moins à sa mise en œuvre immédiate.

UN CODE INVÉRIFIABLE

Le 9 avril dernier durant l'émission Mots Croisés, animée par l'excellent Yves Calvi, nous avons pu assister à une démonstration de la machine à voter électronique agréée par les services du ministère de l'Intérieur. À en croire le dirigeant de cette société privée, cette machine présente toutes les vertus et toutes les garanties de sécurité, de confidentialité... Le problème est que le nombre de démonstrations prouvant l'inverse est tout aussi important, sinon plus.

À ce jour, trois machines à voter électroniques ont été agréées par le ministère de l'Intérieur : le modèle Datamatique de ES&S, le modèle INDRA et le modèle NEDAP / France Élections.

Les attaques contre les machines à voter sont multiples et s'articulent principalement sur le thème du « Qui certifie les certificateurs ? ». Benoît Sibaud avait ainsi publié une lettre ouverte à André Santini, député-maire d'Issy-les Moulineaux, pour l'adoption à 100 % de ces machines dans la ville : nous en publions quelques extraits et l'intégralité de la missive se trouve à l'adresse suivante : http://oumph.free.fr/textes/Lettre_ouverte_a_M_Santini.html

« Le principal travers du vote électronique (est) le fait de passer d'une démocratie contrôlée par les citoyens à une démocratie contrôlée par une élite. Dans le premier cas on trouve un système très simple d'urnes transparentes et de bulletins papiers, de vérification par tout un chacun à tous les niveaux, et une simplicité telle qu'un enfant de 10 ans peut comprendre le



système. Dans le second cas, il faut être expert en informatique et en mathématiques (pour la cryptographie) pour pouvoir valider la théorie, et la pratique est invérifiable; il faut donc faire confiance à une élite, composée des fabricants d'ordinateurs de vote, des certificateurs et de ceux qui déploient et contrôlent les urnes durant les votes (sachant que les experts en informatique sont les premiers à décrire le vote électronique... utiliserait-on des automobiles jugées particulièrement dangereuses par des mécaniciens ?)».

« LES INFORMATIENS SONT NULS ET NON HABILITÉS ! », DIT LE FOURNISSEUR OFFICIEL

Le dernier paragraphe met particulièrement en relief le danger de ces machines. En effet, les principaux opposants ne sont pas des personnes hostiles à l'informatique, bien au contraire, puisqu'il s'agit d'informaticiens, a priori les plus capables pour apprécier le bien-fondé de ces matériels et, contrairement à ce que dit France Élection (voir plus loin), les informaticiens qui dénoncent ce procédé ne sont pas que de doux dingues.

Si les fournisseurs desdites machines vantent la sécurité et la fiabilité de leurs engins, des chercheurs néerlandais ont trouvé différentes failles sur les modèles Nedap. Pouvant être ouvertes avec une seule clé, ces machines sont également susceptibles d'écoutes électromagnétiques. Enfin, l'université de Princeton a réalisé – en moins d'une minute – une modification des machines à voter Diebold (non importées en France) qui leur a permis d'installer un logiciel de trafic de votes parfaitement indétectable.

Signalons également que l'Irlande qui avait commandé 7500 ordinateurs de vote NEDAP a renoncé à leur utilisation. À ce propos, la société France Élection, importatrice des machines de vote NEDAP, a publié un document précisant les conditions dans lesquelles la commission électorale avait suspendu l'utilisation, dénonçant (mais ne niant pas) le raccourci effectué par les anti-machines. Ce rapport (en format PDF) est disponible à l'adresse suivante : <http://www.france-election.fr/rd.pdf>.

Dans un autre document, droit de réponse à un article paru chez nos confrères de Science & Vie, la société France Élection s'explique sur sa décision de ne pas publier les codes source de ses programmes. « **De nombreuses voix se lèvent afin que l'on publie les codes sources des machines à voter sur Internet. D'abord, les programmeurs, sachant qu'ils seront lus, ont tendance à écrire plus proprement. Ensuite, le programme peut être évalué de façon contradictoire par quantité d'informaticiens** », estimaient nos confrères. Voici la réponse de l'importateur : « **Tout d'abord, les programmeurs**

de chez NEDAP n'ont pas besoin des mises en garde des bloggeurs informaticiens afin d'écrire proprement leurs programmes. Ensuite, c'est aux institutions qu'il incombe de protéger la démocratie, pas aux informaticiens. C'est aux institutions à définir ce qu'elles souhaitent et si elles ne sont pas compétentes, à déléguer la responsabilité de l'inspection des codes sources des machines à voter. Nous n'avons rien à cacher et les informations sont disponibles pour les tiers autorisés. Enfin, livrer les codes sources à tout va consiste déjà à faire disparaître des éléments de sécurisation du système. »

On appréciera le mépris affiché pour les « bloggeurs informaticiens » parmi lesquels figurent tout de même plusieurs docteurs en informatique. De manière plus lapidaire, la réponse est : « Circulez ! Il n'y rien à voir ». Curieuse méthode...

Le Document de France Élection se conclut ainsi : « **À ce jour, aucun article et aucune étude ne prend en compte l'avis des utilisateurs. Demandez aux villes équipées de nos systèmes (qui ont de vrais spécialistes des élections et des informaticiens de terrain) ce qu'elles pensent de nos solutions et de nos prestations. Cela vaudra mieux que des impressions de laboratoire.** »

LES USA FONT MARCHÉ ARRIÈRE

Bref, les travaux de tous ces universitaires qui ont réalisé des démonstrations prouvant qu'il est possible de « hacker » une machine et de rendre le hacking indétectable ne seraient que pures spéculations. Attention, il n'est pas dans notre intention d'insinuer que quiconque va modifier les prochains scrutins. Le climat paranoïaque ambiant étant suffisamment exacerbé, nous n'allons pas en rajouter. Toutefois, notre propos est d'indiquer que ce risque – même faible – existe et que la moindre suspicion de détournement de vote aurait des effets terriblement désastreux. Aussi, nous souhaitons, nous aussi, la suspension de l'utilisation de ces machines afin qu'un



Ce modèle de machine à voter NEDAP est utilisé en France.

débat soit mené au grand jour, débat dans lequel devraient pouvoir figurer des informaticiens qui ne sont pas les ânes bâtés décrits par France Élection.

Les États-Unis ont modifié la législation dans

26 États afin de rendre obligatoire l'impression d'une preuve de vote vérifiée par l'électeur, c'est-à-dire un bulletin papier. Autrement dit, la moitié des États américains utilisera désormais des ordinateurs pour produire des bulletins papier. L'argument de l'économie est donc remis au placard au profit de la garantie de l'authenticité du vote. Cette méthode est d'ailleurs dénoncée également par la société France Élection déjà citée qui estime que le risque d'erreur est plus grand car en cas de disparition de tickets de vote (par simple égarement), les résultats ne seront plus en conformité entre l'ordinateur et les sorties papier.

Pour vous faire une idée on ne peut plus précise des dangers inhérents à l'utilisation de ces machines, nous vous conseillons d'effectuer une visite approfondie sur le site <http://www.ordinateurs-de-vote.org>. Vous aurez notamment la possibilité de signer la pétition (ce que nous avons fait) demandant la suppression de ces machines. Au moment de l'écriture de cet article, près de 60 000 signataires étaient déjà recensés en un peu plus d'un mois. Vous y trouverez également de nombreux liens vers l'ensemble des médias qui ont écrit ou diffusé sur ce sujet, notamment le reportage de l'université de Princeton ou encore celui diffusé sur iTélé.

Finalement, la meilleure preuve de l'extraordinaire fiabilité des ordinateurs et de leur formidable tolérance aux erreurs humaines nous vient d'Allemagne. L'Armée allemande vient en effet de convoquer sous les drapeaux un bébé de quatre mois avec ordre de se présenter sous 10 jours devant les autorités militaires. Dans sa grande mansuétude, la Grande Mulette d'Outre-Rhin a admis que la convocation avait été émise par erreur suite à une mauvaise transcription de la date de naissance de l'enfant. Rassurés ? Pas nous ! ■